

C'est le signe des grandes batailles que la spontanéité révolutionnaire de la classe ouvrière bouscule ainsi toutes les formes de l'ordre établi. Le mouvement spontané posera le problème du pouvoir. Mais la bureaucratie syndicale va très vite reprendre en mains les rênes du mouvement.

21 décembre.

Les deux faits marquants de la journée sont, d'abord la puissante extension de la grève, dans tout le pays, et ensuite le fait que les directions ouvrières, qui ne sont plus en mesure de faire barrage au mouvement, prennent le parti de le rattraper, et de reprendre leur place à sa tête.

Plusieurs secteurs de la C.G.S.P. décident la grève à leur tour, après les employés des services communaux. Les enseignants, qui s'étaient déjà lancés dans la grève dès hier, augmentent massivement leur participation. On apprend dans la soirée que les cheminots, dont une partie avait déjà cessé le travail dès la veille, ont reçu l'ordre de grève générale. Immédiatement, les machinistes rentrent aux dépôts. Plus de cent navires sont bloqués dans le port d'Anvers, où aucun docker ne s'est présenté à l'embauche. Dans chaque ville, les tramways et les autobus se raréfient d'heure en heure. On signale en plusieurs endroits que les employés se joignent au mouvement. Certains grands magasins ferment leurs portes dès le début de l'après-midi. Partout, les travailleurs se rassemblent, et décident de monter au combat. Dès midi, la grève est totale dans la région liégeoise, et toutes les grosses usines des bassins de Seraings, Ougrée, Jemeppe, Flemalle sont immobilisées. Chez Cockerill, comme prévu, le travail n'a pas repris ce matin. Les ouvriers qui s'étaient présentés au travail à 6 et 7 heures quittent leurs ateliers. Des équipes de grévistes se répandent dans tout le bassin pour engager les autres entreprises à débrayer à leur tour. L'effervescence est grande, relate *Le Peuple*, dans toutes les rues des communes ouvrières, et même la pluie persistante ne parvient pas à refroidir l'ardeur de ceux qui, d'atelier en atelier, se font les propagandistes de la grève totale et immédiate. A Gand et à Anvers, les employés de tous les services publics ont commencé leur grève générale. On peut donc dire, au soir de la seconde journée de grève, que le mouvement s'est étendu partout avec une rapidité extraordinaire, avant tout dans les bassins industriels de Wallonie et dans les grandes cités ouvrières flamandes.

Dès midi, les directions ouvrières ont arrêté leur attitude. Partout, l'esprit de décision des grévistes et leur volonté de lutte les ont convaincus de se mettre immédiatement à la tête du mouvement. Certains bureaucrates plus combatifs ont même devancé l'ensemble de l'appareil. C'est ainsi que la régionale F.G.T.B. de Liège, fief d'André Renard « décide » (le mercredi soir) « l'élargissement au maximum du mouvement de grève engagé par la classe ouvrière liégeoise ; propose... de donner le mot d'ordre de grève générale à outrance ; ... rappelle aux travailleurs qu'ils doivent suivre les seuls mots d'ordre de l'organisation syndicale. Les seuls comités responsables sont ceux qui ont été librement

choisis au sein de l'organisation par les affiliés. La régionale F.G.T.B. de Liège, fidèle à ses principes d'indépendance syndicale, rejette toute intrusion politique ou autre dans la conduite du conflit ». Le bureau fédéral de la Centrale des Métallurgistes de Charleroi, « après avoir pris de larges contacts avec les délégués de la grosse métallurgie et de la construction métallique », (*Le Peuple* du 22-12), décide, avec la régionale de Charleroi de la F.G.T.B., de lancer l'ordre de grève générale illimitée pour le jeudi 22. Le secteur Gazelco de la C.G.S.P. décide de remettre immédiatement le préavis de grève pour l'ensemble de l'industrie du gaz et de l'électricité. Plus timide, le comité exécutif du secteur des postes promet simplement de « s'inscrire dans les mesures d'action que prendra le Comité National de la C.G.S.P. ce jeudi », et invite les postiers à suivre avec discipline les mots d'ordre qui vont leur parvenir dans les prochains jours. Dans chaque secteur, dans chaque ville, l'appareil prend l'offensive à son tour.

« L'Action Commune et le P.S.B. sont totalement engagés dans la bataille », déclare le président du P.S.B., Léo Collard. Il est en effet grand temps. Partout le climat se dégrade. On signale que, ce matin, des dirigeants socialistes ont été hués par les grévistes de Charleroi. Trente heures après le début de la grève, il n'est que temps pour l'appareil de rejoindre le mouvement. Il y a pourtant encore des flottements. A la conférence de presse qu'il tient le mercredi matin à la Maison du Peuple de Bruxelles, Louis Major, Secrétaire Général de la F.G.T.B., déclare : « La F.G.T.B. n'est pas pour la grève générale. Elle n'a donné aucun mot d'ordre en ce sens. » Même à Anvers, où les dockers sont cependant les premiers à s'être lancés dans la grève, les syndicats refusent de reconnaître la grève « sauvage » et, selon *La Métropole*, « publient des manifestes déclarant que les dockers doivent suivre les mots d'ordre ».

En de nombreux endroits, ce jour-là, on signale que les travailleurs chrétiens participent au mouvement. C'est le signe de l'ampleur extraordinaire de la grève qu'elle emporte jusqu'aux adhérents de la centrale chrétienne, dont les dirigeants hésitaient, au début, à prendre une attitude nettement hostile. Mais, le 21 décembre, la Centrale Syndicale Chrétienne (C.S.C.) « considère en effet que les grèves actuelles sont inutiles et prématurées pour obtenir les satisfactions que les travailleurs attendaient. Elle invite ses membres à ne pas participer à des grèves qui, visiblement, ont un caractère politique. ».

Cependant, à Anvers, la pression de la base est si forte que la section locale de la Centrale Chrétienne des Services Publics doit se résoudre à convoquer une assemblée générale. Les travailleurs chrétiens décident de participer à la grève par 570 voix contre 305 et 42 abstentions. De même, les affiliés du syndicat libéral des dockers d'Anvers se lancent eux aussi dans l'action. « La décision des C.S.C. anversoises de participer à la grève a été fatale au port d'Anvers, et les séances d'embauchage des dockers n'ont vu aucun candidat au travail », observe *La Métropole*. Une fois de plus la vocation unitaire de la classe ouvrière et la solidarité de classe des travailleurs chrétiens ont fait échec aux manœuvres des dirigeants syndicaux du Parti Social-Chrétien.